

**Arrêté préfectoral n°2023 DCPAT/BE-138 en date du 8 août 2023
portant mise en demeure de respecter des prescriptions techniques et mesures d'urgence
suite à l'incendie du 12 juin 2023
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société ACTION RECYCLAGE, Plateforme de transit , regroupement, tri et traitement de
déchets située au lie-dit « Saint-Nicolas » – RD 30 à Migné-Auxances**

LE PRÉFET DE LA VIENNE

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1, L. 512-20, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 26 mars 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 15 février 2022 du Président de la République portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet de la Vienne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-SG-DCPAT-011 en date du 07 juillet 2023 donnant délégation de signature à Madame Pascale PIN, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne ;

Vu la demande présentée en date du 3 octobre 2018 par la société Action Recyclage EURL dont le siège social est situé ZA du Séneret – 86190 Quinçay (n° SIREN 498 606 722) pour l'enregistrement d'installations de transit, regroupement, tri et traitement de déchets (rubriques n°2515, 2517, 2710, 2714, 2716, 2713 et 2791 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Migné-Auxances ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-DCPPAT/BE-245 du 12 novembre 2019 portant enregistrement de la demande d'extension de la société ACTION RECYCLAGE, située RD 30, lieu-dit Saint-Nicolas à Migné-Auxances pour une plateforme de transit, regroupement, tri et traitement de déchets, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-DCPPAT/BE-156 du 27 juillet 2021 portant mise en demeure à l'encontre de la société ACTION RECYCLAGE pour l'installation de transit, regroupement, tri et traitement de déchets qu'elle exploite sur la commune de Migné-Auxances, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement et le projet de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 juin 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 26 juin 2023, reçues le 3 juillet 2023 ;

Considérant que lors de la visite en date du 12 juin 2023 réalisée en réaction à l'incendie survenu le jour même, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants, et que ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2019 et des arrêtés ministériels du 6 juin 2018 et du 26 mars 2012 susvisés :

- article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 : méconnaissance de la conduite à tenir en cas d'incendie par la personne désignée pour la surveillance de l'installation ;
- article 11 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 : absence de confinement interne ou externe de l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie ;
- article 12 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 : absence de consigne d'exploitation écrite relative à la gestion d'un incendie.

Considérant qu'à la suite de l'incendie ayant affecté l'installation le 12 mai 2023, il convient de prescrire les mesures utiles à assurer la gestion des déchets et résidus de combustion dans un délai court, en prenant toutes les dispositions nécessaires pour prévenir leur lessivage par les eaux météoriques ;

Considérant que lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le bassin incendie était plein et qu'il convient, en conséquence, de procéder dans un délai court, à l'analyse des eaux qu'il contient et à leur évacuation en filière adaptée, afin d'éviter d'éventuels rejets au réseau par débordement en cas d'épisodes pluvieux et de rétablir la capacité de rétention du site ;

Considérant qu'à l'occasion de l'incendie il a été constaté que plusieurs avaloirs du réseau de collecte des effluents étaient obstrués, il convient de prescrire le nettoyage du réseau afin de le rendre pleinement opérationnelle dans un délai court ;

Considérant que les pompiers ont constaté une insuffisance des débits du poteau incendie public, il convient de prescrire la mise en place d'une réserve incendie propre au site permettant de couvrir un besoin en eau de 60 m³/h pendant 2 h ;

Considérant que l'écart relatif à la gestion des eaux de ruissellement des aires de stockage étanches des déchets non dangereux avait déjà été constaté lors de la visite d'inspection du 17 novembre 2020 ;

Considérant que cet écart avait été mentionné dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 juillet 2021 ;

Considérant que malgré l'engagement de l'exploitant de réaliser des travaux de mise en place d'un réseau de collecte de la totalité des eaux de ruissellement des aires de transit de déchets non dangereux prévus avant fin 2022, il a été constaté lors de la visite du 12 mai 2023 qu'ils n'ont toujours pas été réalisés ;

Considérant que ces inobservations sont susceptibles d'aggraver les risques de pollution du sol et des eaux souterraines et qu'elles constituent des écarts réglementaires dont la gravité est représentative d'une dérive anormale des conditions d'exploitation sur les installations classées contrôlées, susceptible de refléter une situation générale plus préoccupante ;

Considérant que face à ce manquement et suite à l'incendie du 12 juin 2023, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en imposant des mesures d'urgence à la société ACTION RECYCLAGE afin d'évacuer rapidement les déchets et les effluents produits ainsi que la mettre en demeure de respecter les prescriptions ministérielles garantissant la lutte contre l'incendie et la rétention des pollutions accidentelles, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Vienne :

ARRETE

Article 1 -

La société ACTION RECYCLAGE, enregistrée au registre du commerce sous le numéro SIREN 498 606 722 et dont le siège social est situé au lieu-dit « Fort Seneret » 86190 Quinçay, est mise en demeure de respecter les dispositions détaillées aux articles 2 et 3 pour l'exploitation de son installation de transit, regroupement, tri et traitement de déchets qu'elle exploite au lieu-dit « Saint-Nicolas », RD 30, sur la commune de Migné-Auxances.

Article 2 – Mesures d'urgence

L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes :

- dans un délai n'excédant pas 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté :

- évacuer les déchets et les résidus de combustion concernés par l'incendie du 12 juin 2023 vers une installation autorisée à les recevoir ; l'exploitant tient à disposition de l'inspection la justification de cette élimination conforme ;
- analyser les eaux du bassin en respectant les valeurs limites d'émission mentionnées aux articles 17 à 21 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé et évacuer les eaux correspondantes sur la filière adaptée de façon à garantir la disponibilité du volume de rétention ;

- curer et nettoyer l'ensemble des ouvrages de collecte (avaloirs, bassin...) en évacuant les eaux et les boues vers une installation autorisée à recevoir lesdits déchets ; l'exploitant tient à disposition de l'inspection la justification de cette élimination conforme ;

- dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- doter l'installation d'un ou plusieurs points d'eau (bouches incendie et/ou réserves d'eau) d'un volume de 120 m³ permettant aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Il recueille l'avis des pompiers sur l'implantation de la ou des réserves avant leur mise en place.

Article 3 – Mise en demeure

L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- dans un délai n'excédant pas 15 jours à compter de la notification du présent arrêté :

- désigner nommément une personne ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, et veiller à ce que l'installation ne soit exploitée qu'en présence de cette personne, conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé ;
- établir des consignes écrites pour les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution, conformément aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ;

- dans un délai n'excédant pas 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- prendre toutes mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel, en justifiant des dispositions prises pour assurer la collecte des eaux incendie (positionnement des avaloirs, dimensionnement et état du réseau, connexion hydraulique au bassin, disponibilité du bassin et disposition prise pour garantir, en toutes circonstances, un volume disponible approprié), conformément aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé.

Article 4 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 et 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 -

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction

administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application informatique « Télérecours citoyens », en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire de copies du recours et l'enregistrement de ce dernier est immédiat, sans délai d'acheminement.

Article 6 -

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 -

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et la maire de Migné-Auxances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

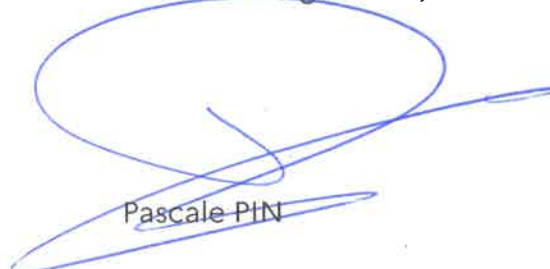
- monsieur le président de la société ACTION RECYCLAGE ;

et dont copie sera transmise à :

- madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- madame la maire de la commune de Migné-Auxances,

L'arrêté est consultable à la préfecture ainsi qu'à la mairie de Migné-Auxances par les tiers.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,



Pascale PIN